Burundi : le gouvernement et les syndicats initient un dialogue sur la vie chère

@rib News, 21/03/2012 - Source Xinhua Le deuxième vice-président burundais Gervais Rufyikiri s'est entretenu mardi soir à Bujumbura avec les représentants des organisations syndicales burundaises sur la problématique de la vie chère au Burundi, cinq jours après le lancement d'un préavis de grève générale qui prendra fin lundi prochain. M. Rufyikiri a déclaré que l'augmentation du prix des denrées de première nécessité n'est pas imputable à l'Office Burundais des Recettes (OBR) car elle ne fixe pas les taxes mais contribue plutôt à lutter contre la fraude fiscale et la corruption. Sur la question de la hausse exorbitante des prix de l'eau et de l'électricité au sein de la Régie des Eaux et de l'Electricité (REGIDESO) au cours du dernier trimestre et qui fait partie des points soulevés par les organisations syndicales pour justifier le préavis de grève générale lancé le 15 mars, le vice-président a déclaré que la nouvelle grille tarifaire de REGIDESO est le résultat d'une étude pour la fourniture des services d'eau potable et de l'électricité rendues à la population menée par une maison de consultance nommée « Microconsulting » dans le but de redresser l'équilibre financier de l'entreprise et réaliser de nouveaux investissements. A propos de l'harmonisation des salaires réclamés par les organisations syndicales, il a indiqué que cette politique ne pourra entrer en vigueur qu'au cours de l'année prochaine. Au sujet des réclamations syndicales relatives au paiement de l'Impôt Professionnel sur les Revenus (IPR) par les dignitaires, M. Rufyikiri a affirmé que le gouvernement « n'est pas nullement occupé à monter des stratégies pour échapper à cette obligation citoyenne ». Cette question, a-t-il tenu à rassurer, sera bientôt examinée par le gouvernement burundais réuni en Conseil des ministres. En ce qui concerne la revendication relative à la mise en place d'un cadre de dialogue entre le gouvernement et les organisations syndicales sur la problématique de la vie chère au Burundi, le vice-président a noté que le gouvernement burundais n'a jamais refusé un tel cadre. Il a en substance recommandé d'augmenter la production interne en mettant l'accent sur l'aspect démographique tout en soulignant que l'organisation des grèves et les manifestations ne constituent pas une solution adéquate. Pour leur part, les dirigeants syndicaux ont plaidé notamment pour la promotion de la bonne gouvernance politico-économique, la lutte contre l'enrichissement illicite, la lutte contre le laxisme et la gabegie dans la gestion des fonds publics, la réduction du coût de certaines institutions de l'Etat, et la diminution de l'effectif des gens qui sont entretenus par l'argent du contribuable. Cette rencontre intervient après que deux principales centrales syndicales burundaises eurent lancé un préavis de grève générale pour réclamer la suspension des nouveaux tarifs d'eau et d'électricité en vigueur depuis le 1er mars 2012, le paiement de l'IPR par les dignitaires et la mise en place d'un cadre de dialogue pour vider le contentieux sur la problématique de la vie chère au Burundi.